

« Public » et « Privé » »

Dans son roman « les furtifs », Alain Damasio imagine un monde totalement privatisé où même marcher dans la rue se monnaie. Il crée une « proferrante » qui rassemble des enfants et des jeunes des marges pour leur dispenser gratuitement des cours, l'éducation étant devenue inaccessible au plus grand nombre. À la lecture de ce livre, ce personnage m'avait interpellé : elle s'engage, inscrit son action dans l'idée d'une école émancipatrice, ouverte, accueillant toutes et tous. Sa posture fait écho à la position de l'APMEP dans son texte d'orientation : *« L'école doit demeurer laïque, et indépendante de toute pression politique ou mercantile (le savoir n'est pas une marchandise). Elle est ouverte à tous les enfants et à tous les jeunes, y compris à ceux qui ont des besoins particuliers. Elle vise le développement du maximum de potentialités de chacun »*.

Alors qu'elle défend l'intérêt général, la « proferrante » est pourtant une dissidente, une résistante dans le monde ségrégué dans lequel elle vit. Représente-t-elle notre futur ?

Tant dans l'enseignement secondaire que dans supérieur, mais pour des raisons différentes, le déséquilibre entre les places du public et du privé interroge, inquiète. Par exemple, dans une note de l'institut des politiques publiques sur la baisse démographique, les chercheurs expliquent que les fermetures de classes à Paris et dans certaines grandes villes impactent davantage le secteur public alors qu'il accueille la plupart des élèves de classe sociale modeste quand le secteur privé recrute de manière disproportionnée ses élèves parmi les catégories sociales favorisées. Renforçant ainsi la ségrégation sociale.

D'ailleurs, en 2024, dans une tribune du Monde, vingt-six députés exigeaient de l'enseignement privé sous contrat qu'il assure ses missions et respecte un équilibre en termes de mixité sociale et scolaire, appelant à permettre aux collectivités territoriales de moduler les financements en fonction de ces critères.

Dans l'enseignement supérieur, favorisée par le financement public de l'apprentissage, la montée d'acteurs privés, souvent onéreux, omniprésents dans les salons et les documentations locales sur l'orientation, accentue le déséquilibre. Si certains établissements répondent à des besoins spécifiques, beaucoup s'inscrivent dans une logique de concurrence et de rentabilité en proposant des labels et statuts confus, sans garantie de diplôme inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). A contrario, les universités qui sont chargées d'accueillir de plus en plus d'étudiants, ne peuvent le faire dans des conditions dignes du fait des baisses continues de budget. Le nombre d'heures de cours dispensées aux étudiants diminue, les locaux sont insuffisants et la précarisation de l'emploi est inquiétante. La crainte engendrée par l'incertitude d'obtenir une formation dans le cadre de Parcoursup et le manque de mise en avant des filières et des qualités de l'enseignement supérieur public poussent de plus en plus les familles à recourir à ces officines privées.

Le risque est alors de voir se développer un paysage fragmenté, où l'accès au savoir dépend de plus en plus des ressources des individus.

Alors comment garantir que l'ensemble du système éducatif concoure à l'intérêt général ? Comment éviter que ne se creusent davantage les inégalités d'accès aux savoirs ?

Réaffirmons nos valeurs, notre ambition pour nos élèves, exigeons des pouvoirs publics et de nos ministères de tutelles conditions d'enseignement à la hauteur des enjeux pour l'école, en finançant les structures publiques et en imposant au secteur privé sous contrat de contribuer vraiment au service public d'éducation.